



---

Conseil de sécurité  
**Briefing et consultations**

**La situation en Libye**

New York, le 19 juin 2024

Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président,

Je remercie la Représentante spéciale adjointe Stephanie Koury pour son exposé. Je salue la participation du représentant de la Libye.

La Suisse soutient les Nations Unies dans leur engagement à aider les Libyennes et Libyens à entamer un processus visant à sortir de l'impasse politique et à parvenir à une paix et une stabilité durables. Nous restons dans l'attente de la nomination d'une nouvelle représentante ou d'un nouveau représentant spécial dans les meilleurs délais pour assurer la continuité de ces efforts. En attendant, nous assurons Mme Koury de notre plein soutien pour sa fonction ad intérim de bons offices onusiens.

Permettez-moi de me focaliser sur trois éléments :

**Premièrement, l'annonce récente de l'organisation d'élections municipales dans 60 communes est encourageante.** L'élection de représentantes et représentants municipaux est une première étape importante pour rétablir la confiance des citoyennes et citoyens en leurs autorités ainsi que pour la stabilité du pays. La tenue d'élections municipales présente également un certain nombre de défis. Nous nous joignons à l'appel de la MANUL à toutes les autorités et institutions concernées pour qu'elles facilitent le processus d'organisation de ces élections. La tenue réussie d'élections au niveau local pourrait ouvrir la voie à des élections au niveau national. Par ailleurs, l'organisation d'élections nationales doit aller de pair avec les compromis politiques. Elle requiert aussi le soutien cohérent de la communauté internationale. Enfin, le processus politique doit être coordonné avec un véritable processus de réconciliation nationale inclusif et basé sur le droit.

**Deuxièmement, nous appelons tous les acteurs à respecter leurs obligations de droit international humanitaire et notamment à protéger les civils.** Nous restons préoccupés par les affrontements intermittents dans le pays, comme à Zawiya et à Sebha en mai, qui ont entraîné la mort et blessure de plusieurs personnes, y compris des civils.

**Finalement, nous sommes préoccupés par les disparitions forcées, arrestations et détentions arbitraires.** Selon les rapports reçus par ce Conseil, ces pratiques, contraires au droit libyen et international, ont cours sur l'ensemble du territoire libyen. Ces dernières années, les détentions arbitraires se sont normalisées, dans un climat d'impunité. Dans les faits, elles musèlent les opposantes et opposants politiques ou perçus comme tels, et répandent un climat de peur, peu propice à l'exercice des droits politiques. Elles sont aussi utilisées contre les représentantes et représentants de certaines minorités sociales, politiques ou religieuses. Ces

pratiques contribuent à aggraver les tensions entre les communautés et représentent un obstacle significatif aux efforts de réconciliation sur le long terme. Les individus détenus de manière arbitraire doivent être libérés, sans condition et les témoins et victimes protégés.

Monsieur le Président,

Il est essentiel pour l'avenir des Libyennes et des Libyens que le pays soit politiquement stable et unifié et qu'il dispose d'institutions transparentes et responsables. Pour ce faire, une approche cohérente de la communauté internationale est centrale. La Suisse continuera à s'engager en Libye avec ses partenaires et à soutenir l'ONU pour atteindre cet objectif.

Je vous remercie.

---

*UNOFFICIAL TRANSLATION*

Mr. President,

I would like to thank Deputy Special Representative Stephanie Koury for their presentation. I welcome the participation of the representative of Libya.

Switzerland supports the United Nations in its commitment to help the Libyan people begin a process aimed at breaking the political deadlock and achieving lasting peace and stability. We look forward to the appointment of a new Special Representative as soon as possible to ensure the continuity of these efforts. In the meantime, we assure Ms. Koury of our full support in her ad interim role for the UN's good offices.

I would like to focus on three points:

Firstly, the recent announcement of municipal elections in 60 communes is encouraging. The election of municipal representatives is an important first step in restoring citizens' confidence in their authorities and in the country's stability. Holding municipal elections also presents a number of challenges. We join UNSMIL in calling on all the authorities and institutions concerned to facilitate the process of organizing these elections. The successful holding of elections at local level could pave the way for elections at national level. The organization of national elections must go hand in hand with political compromise. It also requires the consistent support of the international community. Lastly, the political process must be coordinated with a genuine, inclusive national reconciliation process based on the rule of law.

Secondly, we call on all actors to respect their obligations under international humanitarian law, and in particular to protect civilians. We remain concerned by the intermittent clashes in the country, such as in Zawiya and Sebha in May, which have led to the death and injury of several people, including civilians.

Finally, we are concerned about enforced disappearances, arbitrary arrests and detentions. According to reports received by this Council, these practices, contrary to Libyan and international law, are taking place throughout Libya. In recent years, arbitrary detentions have been normalised, in a climate of impunity. They effectively muzzle political opponents, or those perceived as such, and spread a climate of fear that is not conducive to the exercise of political rights. They are also used against representatives of certain social, political or religious minorities. These practices aggravate tensions between communities and represent a significant obstacle to long-term reconciliation efforts. Individuals detained arbitrarily must be released unconditionally, and witnesses and victims protected.

Mr. President,

It is essential for the future of Libyans that the country be politically stable and unified, with transparent and accountable institutions. To achieve this, a coherent approach by the international community is essential. Switzerland will continue to work with its partners in Libya, and to support the UN, to achieve this goal.

Thank you.